



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association ORS-CREAI Normandie

Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos au 31/12/2023

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association ORS-CREAI Normandie
3 Place Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association ORS-CREAI Normandie

3 Place Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos au 31/12/2023

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association ORS-CREAI Normandie,

Opinion

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association ORS-CREAI Normandie, nous avons effectué un audit des comptes annuels de l'association ORS-CREAI Normandie comprenant (ci-après "les comptes"), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

À notre avis, les "comptes" ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes d'évaluation et de comptabilisation tels que décrits dans l'annexe aux comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la section "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux "comptes"

Il appartient à la direction d'établir des "comptes", dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux principes d'évaluation et de comptabilisation tels que décrits dans l'annexe aux comptes ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de "comptes" ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des "comptes", il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces "comptes", le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Ces "comptes" ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des "comptes"

Il nous appartient d'établir un rapport sur les "comptes". Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les "comptes" pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre audit des "comptes" ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association sur lequel porte ce rapport.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à ces normes et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de l'audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les "comptes" comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les "comptes" ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les "comptes" au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une opinion avec réserve ou une opinion défavorable ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des "comptes" et évalue si les "comptes" sont établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel indiqué ou aux critères convenus.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins.

Hérouville St Clair, le 27 juin 2024

KPMG SA



Thierry CHAMPION

Associé

02 BILAN

<div>CEGI</div>	<div>BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS</div> <div>ANC 2018-06 et ANC 2019-04</div>	<div>V.23023</div>
<div>Dossier : CREAM - Association ORS-CREAM Normandie</div>		<div>En Euro</div> <div>(Provisoire)</div>
		<div>Compensation sur comptes individuels</div>

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	21 135	7 010	14 125	14 548
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 090 313	542 250	548 064	567 052
Autres immobilisations corporelles	75 726	66 929	8 797	8 076
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 105		2 105	2 115
Autres immobilisations financières	7 332		7 332	7 323
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 196 611	616 188	580 423	599 113
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	43 565		43 565	48 258
Autres créances	68 941		68 941	229 081
Disponibilités	499 394		499 394	329 495
Charges constatées d'avance	10 558		10 558	13 133
ACTIF CIRCULANT - Total II	622 457		622 457	619 966
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 819 068	616 188	1 202 880	1 219 079



CEGI	BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS ANC 2018-06 et ANC 2019-04	V.23023
Dossier : CREAI - Association ORS-CREAI Normandie		En Euro (Provisoire)
		Compensation sur comptes individuels

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	475 450	475 450
Ecart de réévaluation	116 819	120 213
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	162 280	158 886
Report à nouveau	(212 413)	(228 088)
Excédent ou déficit de l'exercice	16 533	15 675
Situation nette (sous total)	558 669	542 136
Subventions d'investissement	61 632	63 477
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	620 301	605 613
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	40 740	54 200
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	40 740	54 200
PROVISIONS		
Provisions pour charges	94 209	86 125
PROVISIONS - Total III	94 209	86 125
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	170 793	203 004
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 238	39 553
Dettes fiscales et sociales	242 740	220 984
Autres dettes	431	
Produits constatés d'avance	13 428	9 600
DETTES - Total IV	447 629	473 141
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	1 202 880	1 219 079
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0	0
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0	0
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0	0
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0	0
Dont à moins d'un an	0	0
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0	0
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0	0



01 COMPTE DE RÉSULTATS

PCEGI	COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04	V.23332
Dossier : CREAI - Association ORS-CREAI Normandie		<i>En Euro</i> (Simulation)

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 005	1 875
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	230 992	186 959
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	691 630	679 730
Contributions financières	29 993	29 003
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 497	4 633
Utilisations des fonds dédiés	54 200	73 200
Autres produits	40 542	63 458
Total I	1 052 859	1 038 858
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	145 788	146 821
Impôts, taxes et versements assimilés	56 916	49 253
Salaires et traitements	534 529	513 127
Charges Sociales	211 825	211 125
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	33 105	40 292
Reports en fonds dédiés	40 740	49 400
Autres charges	8 137	7 583
Total II	1 031 039	1 017 601
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	21 819	21 256
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9	9
Autres intérêts et produits assimilés	2 331	1 079
Total III	2 340	1 089
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	6 998	8 199
Total IV	6 998	8 199
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(4 657)	(7 111)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	17 162	14 146
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	1 844	1 990
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	477	
Total V	2 322	1 990
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 546	460
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	405	
Total VI	2 951	460
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(629)	1 530
Total des produits (I+III+V)	1 057 521	1 041 936
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 040 988	1 026 261
EXCEDENT OU DEFICIT	16 533	15 675





ASSOCIATION ORS-CREAI NORMANDIE

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31.12.23

Montants exprimés en EUR

Ce rapport contient 12 pages

Association ORS-CREAI Normandie 31.12.23

Table des matières

1. *Objet social*

2. *Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées*

3. *Faits majeurs*

3.1. Evènements principaux de l'exercice

3.2. Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1. Principes généraux

3.2.2. Principales méthodes comptables

4. *Informations relatives au bilan*

4.1. Actif

4.1.1. Immobilisé

4.1.1.1. Règles

4.1.1.2. Immobilisations

4.1.1.3. Amortissements

4.1.2. Créances

4.1.3. Charges constatées d'avance

4.2. Passif

4.2.1. Capitaux propres

4.2.1.1. Subvention d'investissement

4.2.1.2. Apports sans droit de reprise

4.2.1.3. Ecart de réévaluation

4.2.1.4. Réserves

4.2.2. Fonds dédiés

4.2.3. Provisions pour risques et charges

4.2.3.1. Engagement retraite

4.2.4. Dettes

4.2.4.1. Emprunts

4.2.4.2. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

4.2.5. Produits constatés d'avance

5. *Informations relatives au compte de résultat*

5.1. Transfert de charge

6. *Autres informations*

6.1. Honoraires des commissaires aux comptes :

7. *Ressources humaines*

7.1. Effectif

1. Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts de l'association. Cette dernière poursuit un objectif d'intérêt général et « se donne pour objet de :

- 1) Favoriser l'organisation de la réflexion et de la concertation entre tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale et de la santé en Normandie. L'association peut à ce titre porter tout dispositif favorisant la coordination de ces mêmes acteurs, leur mise en réseau notamment par la capitalisation et la diffusion de leurs travaux (études, expériences de terrain, bonnes pratiques...).*
- 2) Procéder, participer et valoriser des travaux d'observation, d'études, d'évaluation et de recherche pluridisciplinaires sur la situation sociale et sanitaire (santé et ses déterminants) de la population dans son ensemble et en particulier des personnes en situation de vulnérabilité (situation de handicap, dépendance, mineurs ou majeurs sous protection...). L'association est un lieu indépendant de repérage et d'analyse des besoins sociaux, médico-sociaux et sanitaires, et d'étude des réponses à y apporter.*
- 3) Assurer une fonction d'expertise, d'aide méthodologique, de soutien à la montée en compétences, de conseil et d'appui. Ces missions sont menées dans une perspective d'éclairage et d'aide à la décision pour les responsables des politiques publiques, les gestionnaires d'établissements et services sociaux, médicosociaux et de santé. Plus largement, elles s'exercent auprès de tout professionnel des champs social, médico-social et sanitaire, ainsi qu'auprès des usagers notamment organisés en association.*

Elle peut mettre à disposition ses locaux au profit d'autres structures associatives de manière exceptionnelle et temporaire. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Production et partage des connaissances sur les besoins des populations et les réponses existantes sur le territoire normand (études, publications thématiques...)
- Mise en réseau et en coopération des acteurs (groupes de travail en approche métier ou thématique, séminaires d'échanges)
- Appui, conseils et soutien à la montée en compétences des acteurs (missions techniques, formations)

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de production et de partage des connaissances : cette activité s'est exercée auprès de tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- Activité de mise en réseau et en coopération : cette activité s'est exercée auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- Activité d'appui, de conseils et de soutien à la montée en compétences : auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.

3. Faits majeurs

3.1. Evènements principaux de l'exercice

Madame AUMONT Françoise est élue présidente de l'association le 19 juin 2023.

L'emprunt contracté par l'ORS pour l'achat des locaux a été soldé en 2022.

3.2. Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1. Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 et 2019-04 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°2018-06 et 2019-04.

Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice.

3.2.2. Principales méthodes comptables

En ce qui concerne l'application des règlements relatifs aux actifs, amortissements et dépréciations, il n'a pas été détecté de composant significatif ou de composant pouvant avoir un impact significatif.

Les composants sont significatifs s'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Leur valeur est importante par rapport à l'actif principal,
- Leur durée de vie diffère de façon importante avec celle de l'actif principal.

4. Informations relatives au bilan

4.1. Actif

4.1.1. Immobilisé

4.1.1.1. Règles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

En outre, peuvent sur option être incorporés au coût d'entrée :

- Les droits de mutations, honoraires ou commission et frais d'actes
- Les intérêts des emprunts spécifiques à la production ou à l'acquisition d'immobilisations.

Il est précisé que cette option n'a pas été retenue.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.1.2. Immobilisations

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Frais d'établissement	Linéaire	10 à 50 ans
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 5 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans

Immobilisations	Immobilisations au 1er Janvier 2022	Acquisitions de l'Exercice 2023	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2023	Immobilisations au au 31 Décembre 2023
-----------------	---	------------------------------------	---	---

Immobilisations incorporelles				
201 Frais d'établissement	21 135			21 135
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				

Immobilisations corporelles				
211 Terrains				
212 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
213 Constructions sur sol propre	1 090 313			1 090 313
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations, matériel et outillage techniques				
218 Autres immobilisations corporelles	69 947	6 736	958	75 726
Dont Mobilier (2184)	25 283			25 283
Dont Matériel de bureau (2183)	44 663	6 736	958	50 442

TOTAL GENERAL	1 181 395	6 736	958	1 187 174
---------------	-----------	-------	-----	-----------

4.1.1.3. Amortissements

Amortissements	Amortissements cumulés 2022	Dotations de l'Exercice 2023	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2023	Amortissements Cumulés 2023
Amortissements des immobilisations incorporelles				
2801 - Frais d'établissement	6 587	423		7 010
2803 - Frais de recherche et de développement				
2805 - Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
2806 - Droit au bail				
2807 - Fonds commercial (établissements privés)				
2808 - Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations corporelles				
2811 - Terrains				
2812 - Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
2813 - Constructions sur sol propre	523 262	18 988	0	542 250
2814 - Constructions sur sol d'autrui				
2815 - Installations, matériel et outillage techniques				
2818 - Autres immobilisations corporelles	61 781	6 263	1 206	66 929
28182 - dont matériel de transport				
28183 - dont matériel de bureau	25 283			25 283
- dont matériel informatique	36 588	6 263	1 206	41 645
TOTAL GENERAL	591 720	25 674	1 206	616 188

4.1.2. Créances

Libellé	Montant brut 2023
CREANCES	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations	2 105
Prêts	
Autres immobilisations financières	7 332
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés	43 565
Autres créances clients	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 941
Etat et autres collectivités publiques	60 000
Autres	
Charges constatées d'avance	10 558
TOTAL CREANCES	132 500

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances de l'actif immobilisé :

Les créances rattachées à des participations correspondent à l'emprunt contracté auprès du crédit coopératif. Les autres immobilisations financières sont des cautions liées au crédit coopératif et les intérêts de la carte TOTAL.

Créances de l'actif circulant :

Le montant des créances clients et comptes rattachés total s'élèvent à 43 564,65€ de factures clients.

Les créances de sécurité sociale et autres organismes sociaux sont des indemnités journalières à recevoir de la CPAM pour 8 601,13€ et de l'organisme de prévoyance CHORUM pour 339,45€.

En ce qui concerne l'Etat et autres collectivités publiques, les 60 000,00€ correspondent au solde de la subvention du Conseil Régional versée au cours du 1^{er} semestre N+1.

4.1.3. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des factures diverses d'exploitation pour un montant total de 10 557,87€.

4.2. Passif

4.2.1. Capitaux propres

Capitaux propres	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	475 450			475 450
Ecart de réévaluation				
Réserves	158 886	3 394		162 280
Report à nouveau	-228 088	52 732	37 057	-212 413
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	15 675			16 533
25				
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Ecart de réévaluation	120 213		3 394	116 819
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	63 477		1 844	61 632
Provisions réglementées				
TOTAL GENERAL	605 613	56 126	42 295	620 301

4.2.1.1. Subvention d'investissement

La Région a accordé au CREAL une subvention d'investissement de 131.740 euros en 2007 pour financer l'acquisition de l'immeuble Robert Schuman à Hérouville-Saint-Clair (valeur de 651 k€). Comptablement cette subvention d'investissement est rapportée au résultat linéairement sur une durée de 50 ans tandis que les bâtiments sont amortis de la manière suivante :

- Gros œuvre pour 456 K€ amortis sur 50 ans en mode linéaire ;
- Autres composants de l'immeuble amortis sur 10 ans en mode linéaire.

4.2.1.2. Apports sans droit de reprise

Apport de l'ORS et du Groupement : 101 613 €
 Apport du CREAL : 373 837 €

4.2.1.3. Ecart de réévaluation

Lors de la fusion-absorption, le patrimoine de l'ORS a été comptabilisé selon sa valeur réelle à la date de la fusion. La valeur de l'immeuble ORS a été estimée par le notaire à 310.000 euros contre une valeur nette comptable au 31/12/2016 de 172.816 euros. La réévaluation de cet immeuble a été enregistrée au 1^{er} janvier 2017 pour une valeur de 137.184 euros.

4.2.1.4. Réserves

Capitaux propres	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
Réserves affectées à l'investissement				
Réserves de trésorerie				
Réserves de compensation des déficits d'exploitation				
Réserves de compensation des charges d'amortissement	0	0	0	0
Autres réserves	158 886	3 394		162 280
TOTAL RESERVES	158 886	3 394		162 280

4.2.2. Fonds dédiés

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
ARS – Participation des personnes accompagnées	2.400		2.400		
ARS – Journée promotion santé et handicap	2.400		2.400		
ARS- Santé sexuelle	4.800	1.200	4.800		1.200
ARS – Convention coopération psy	15.000		15.000		
DREETS – Professionalisation des adultes relais	4.400		4.400		
ARS – Formation méthodologique promotion santé handicap	9.600		9.600		
ARS – Etat de santé des personnes en situation de handicap	6.000		6.000		
ARS- Contribution au travaux préparatoires du PRSE4	9.600		9.600		
ARS – Besoin des jeunes en situation de handicap sur liste d'attente		7.200			7.200
ARS – Scolarisation PH		2.400			2.400
ARS – Santé environnement – Formation EHESP		2.500			2.500
ARS – Appui PRAPS		1.200			1.200
ARS – Addictions		3.600			3.600
DREETS via ARS – Autre chantier schéma mandataire		16.040			16.040
DREETS – Pacte des solidarités		6.600			6.600
Total	54.200	40.740	54.200	0.00	40.740

4.2.3. Provisions pour risques et charges

4.2.3.1. Engagement retraite

En application à la convention collective en vigueur, l'association est tenue de verser à tout salarié partant en retraite, une indemnité de départ calculée en fonction de son ancienneté.

Après 10 ans	1 mois
Après 15 ans	3 mois
Après 25 ans	6 mois

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montants au 31/12/2023
------------------------------------	-----------------------	--------------------	------------------	------------------------

Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques				
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	86 125	13 341	5 258	94 209
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
158 - Autres provisions pour charges				

TOTAL GENERAL	86 125	13 341	5 258	94 209
----------------------	---------------	---------------	--------------	---------------

La méthode utilisée est basée sur l'indemnité réellement due au moment du départ à la retraite de chacun des salariés (62 ans), proratisée par le nombre d'années restant à effectuer.

L'évaluation de ces engagements a été effectuée à la date de clôture selon la méthode retrospective en droits proratisés temporis et selon les hypothèses suivantes :

Age estimé de départ volontaire à la retraite	64 ans
Taux de charges sociales	51.3%

4.2.4. Dettes

4.2.4.1. Emprunts

Libellé emprunt	Date	Durée	Montant initial	Capital début	Remb. Capital	Capital fin	- 1 An	entre 1 et 5 Ans	+ 5 Ans
Emprunt CREAL	25/01/2007	258M	369 305	201 608	31 989	169 619	33 222	136 397	

4.2.4.2. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

Libellé	Montant brut 2023
DETTES	

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	170 793
Emprunts et dettes financières divers	

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 238
Personnel et comptes rattachés	133 739
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	96 536
Etat et autres collectivités publiques	12 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	431
Produits constatés d'avance	13 428

TOTAL DETTES	447 629
---------------------	----------------

Dettes fournisseurs et comptes rattachés :

- Factures fournisseurs 10 307,37 €
- Factures non parvenues : 9 930,21 €

Personnel et comptes rattachés :

- Budget fonctionnement CSE : 3 818,80 €
- Œuvres sociales : 744,93 €
- Provision pour congés payés : 129 174,81 €

Sécurité sociale et autres organismes sociaux :

- URSSAF : 18 992,71 €
- Mutuelle : 2 705,18 €
- Prévoyance : 3 199,09 €
- Retraite : 5 603,75 €
- Charges sur congés payés : 66 035,31 €

Ces dettes correspondent à des charges du mois de décembre 2022 prélevés en janvier 2023 par le biais de la DSN auxquelles s'ajoutent les charges sur provision pour congés payés pour 66 035,31 €.

Etat et autres collectivités publiques :

- Prélèvement à la source décembre 2023 : 1 082,69 €

PAS de 12/23 de 1 824,69 € prélevé le 25 janvier 2024

Trop versé de 01/22 de 742,00 € en attente de remboursement par la DGFIP
janvier 2022 en attente de remboursement par la DGFIP

- Taxe sur salaires du 4^e trimestre 2023 : 7 404,00€
- Participation de l'employeur à la formation continue : 3 979,00€

4.2.5. Produits constatés d'avance

Libellé	Exploitation
Résidence autonomie « Jean-Baptiste Chevalier » - Accompagnement au projet d'établissement et au contrat du séjour de la structure	2.222
CCAS Houlgate – Accompagnement au projet d'établissement de la résidence autonomie « les jours heureux »	1.905
AAJB – Evaluation de la mise œuvre de l'évaluation et de l'amélioration continue de la qualité	4.500
	4.800
CCAS Evreux – Qualité de vie au travail	
Total	13.427

5. Informations relatives au compte de résultat

5.1. Transfert de charges

Libellé	Montant
Formations	3.497
Indemnités journalières sécurité sociale, prévoyance	
Divers	
Total	3.497

6. Autres informations

6.1. Honoraires des commissaires aux comptes :

Libellé	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5.623
Total	5.623

7. Ressources humaines

7.1. Effectif

L'effectif moyen de l'association ORS-CREAI Normandie était de 12,91 en 2022 et de 12,60 en 2023.